

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 VALENCIENNES

PROUVY, le 29/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/12/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SYNDICAT MIXTE ELIMINATION VALORISATION DECHETS COMMUNAUTES AGGLO DOUAISIS D'HENIN-CARVIN COMMUNAUTE COMMUNES OSARTIS

493 Rue du champs de tir
59553 Cuincy

Références : 2023-V1-481
Code AIOT : 0007005958

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/12/2023 dans l'établissement SYNDICAT MIXTE ELIMINATION VALORISATION DECHETS COMMUNAUTES AGGLO DOUAISIS D'HENIN-CARVIN COMMUNAUTE COMMUNES OSARTIS implanté 493 Rue du champs de tir - 59553 Cuincy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'est déroulée dans le cadre du récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du site en date du 02/07/2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SYNDICAT MIXTE ELIMINATION VALORISATION DECHETS COMMUNAUTES AGGLO DOUAISIS D'HENIN-CARVIN COMMUNAUTE COMMUNES OSARTIS
- 493 Rue du champs de tir - 59553 Cuincy.

- Code AIOT : 0007005958
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les Communautés d'Agglomération du Douaisis, Hénin-Carvin et la Communauté de communes Osartis-Marquion ont souhaité créer un nouvel Établissement Public ayant pour tâche de concevoir et de mettre en œuvre une politique redéfinissant les équipements de traitement des déchets sur ces trois territoires.

C'est ainsi que le SYMEVAD (SYndicat Mixte d'Élimination et de VALorisation des Déchets) a vu le jour en 2007, tout en laissant la compétence collecte à ses membres.

Sur l'arrondissement de Douai, le SYMEVAD assure la gestion de 4 déchetteries : Arleux, Cuincy, Roost Warendin et Sin-le-Noble.

La déchetterie de Cuincy relève du régime de l'autorisation acquis par bénéfice des droits acquis au titre de la rubrique 2710.1.a) de la nomenclature des ICPE.

Les installations sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 26 juin 2015.

Depuis le 1^{er} juin 2023, c'est Douaisis Agglo qui est l'exploitant des 4 déchetteries précitées situées sur son périmètre.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- récolement de l'APMD du 02/07/2021

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Situation administrative - PAC et changement d'exploitant	Code de l'environnement du 01/07/2023, article R.181-47	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	APMD du 02/07/2021	AP de Mise en Demeure du 02/07/2021, article 1er	Sans objet
2	APMD du 02/07/2021	AP de Mise en Demeure du 02/07/2021, article 1er	Sans objet
3	APMD du 02/07/2021	AP de Mise en Demeure du 02/07/2021, article 1er	Sans objet
4	APMD du 02/07/2021	AP de Mise en Demeure du 02/07/2021, article 1er	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En hiérarchisant les enjeux potentiels associés aux constats effectués, l'inspection a relevé 2 faits susceptibles de suite (regroupés dans le point de contrôle n°5).

L'ensemble des constats relevés permet de considérer que la mise en demeure du 02/07/2021 est respectée, celle-ci peut être abrogée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : APMD du 02/07/2021

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 02/07/2021, article 1er
Thème(s) : Risques accidentels, cahier des charges
Prescription contrôlée : Le SYMEVAD est mis en demeure de respecter les dispositions de l'article 29.IV de l'arrêté ministériel du 26 mars 2016 susvisé en fournissant dans un délai de 4 mois suivant notification du présent arrêté, le cahier des charges de la (ou des) solution(s) retenue(s) afin de pouvoir recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre.
Constats : Cf point de contrôle n°3
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : APMD du 02/07/2021

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 02/07/2021, article 1er
Thème(s) : Risques accidentels, bons de commande validés
Prescription contrôlée : Le SYMEVAD est mis en demeure de respecter les dispositions de l'article 29.IV de l'arrêté ministériel du 26 mars 2016 susvisé en fournissant dans un délai de 6 mois suivant notification du présent arrêté, le cahier des charges de le(s) bon(s) de commande validé(s) pour la mise en oeuvre de la (ou des) solution(s) retenue(s) faisant apparaître les étapes et leurs échéances, ainsi que le délai de livraison de la (ou des) solution(s) retenue(s).
Constats : Cf point de contrôle n°3
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : APMD du 02/07/2021

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 02/07/2021, article 1er
Thème(s) : Risques accidentels, moyens de collecte et de confinements des eaux
Prescription contrôlée : Le SYMEVAD est mis en demeure de respecter les dispositions de l'article 29.IV de l'arrêté ministériel du 26 mars 2016 susvisé en disposant des moyens de collecte et de confinement des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre sur le site, définis dans le cahier des charges de la (ou des) solution(s) retenue(s), dans un délai de 12 mois suivant la notification du présent arrêté.

Constats :

L'exploitant du site n'est plus le SYMEVAD, en effet depuis le 1^{er} juin 2023 c'est Douaisis Agglo qui a repris l'exploitation et la gestion de la déchetterie.

Les travaux de mise en conformité du site ont été engagés par le nouvel exploitant et le jour de la visite d'inspection ceux-ci sont terminés.

Ainsi la voirie et les bordures ont été refaites, les pentes ont été revues, les bouches d'égouts également et l'ensemble des réseaux enterrés de récupération des eaux pluviales et des eaux d'extinction incendie réhaussés afin d'être accessibles au besoin.

Le plan de récolement des réseaux a été transmis en séance. Un nouveau système de confinement a été mis en place sur le site (cuve enterrée étanche de 150 m³), celle-ci prend le relais du bassin de tamponnement en cas d'incendie par fermeture d'une vanne (cf photo).



La mise en demeure peut-être levée sur ce point.

Observation : L'ensemble des modifications apportées doit être porté à la connaissance du Préfet (cf point de contrôle n°5).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : APMD du 02/07/2021

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 02/07/2021, article 1er

Thème(s) : Risques accidentels, vérification des moyens de secours

Prescription contrôlée :

Le SYMEVAD est mis en demeure de respecter les dispositions de l'article 4.2 de l'arrêté ministériel du 27 mars 2012 susvisé **en réalisant la vérification des moyens de secours (extincteurs et poteau incendie) et en transmettant au préfet les justificatifs de cette vérification et du bon fonctionnement de ces moyens de secours, dans un délai de 2 mois suivant la notification du présent arrêté.**

Constats :

Le poteau incendie situé à l'entrée du site sur la voie public appartient à la ZAC.

C'est Douaisis agglo qui a la charge du suivi des PI de la ZAC.

Dans le cas présent, c'est la commune de Cuincy qui se charge de faire réaliser les contrôles, à une fréquence triennale d'après l'exploitant.

Le rapport de contrôle du PI transmis par courriel en date du 19/12/2023 permet de répondre à la prescription. Le débit sur ce poteau étant de 215 m³/h.

Concernant les extincteurs, le dernier rapport de contrôle en date du 12/04/2023 a également été transmis par courriel du 19/12/23, celui-ci permet également de répondre à la prescription.

La mise en demeure peut-être levée sur ce point.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Situation administrative - PAC et changement d'exploitant

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/07/2023, article R.181-47

Thème(s) : Situation administrative, déclaration changement d'exploitant at PAC

Prescription contrôlée :

I. – Le transfert de l'autorisation environnementale fait l'objet d'une déclaration adressée au préfet par le nouveau bénéficiaire, à l'exception du transfert de l'autorisation accordée aux installations mentionnées à l'article R. 516-1 qui est soumis à autorisation, dans les conditions prévues par cet article.

II. – Cette déclaration est faite dans les trois mois qui suivent ce transfert. Elle mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Le préfet en accuse réception dans un délai d'un mois.

[...]

Article L.181-14 du Code de l'Environnement :

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.

L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.

Constats :

Depuis le 1er juin 2023 c'est Douaisis Agglo qui a en charge l'exploitation du site de Cuincy. L'exploitant a interpellé nos services durant l'été afin de nous informer qu'il rencontrait des problèmes avec la plateforme de déclaration en ligne. Depuis cette date celui-ci n'a pas réitéré la procédure.

Faits susceptible de suite n°1 : Il convient de déclarer le changement d'exploitant auprès de la préfecture.

Certaines modifications, travaux de mise en conformité vis à vis de la mise en demeure précitée, ont eu lieu sur le site (cf point de contrôle n°3). Ces modifications ont été fait l'objet d'une information de l'inspection par courrier du 30/11/2023, cependant elles n'ont pas été portées à la connaissance du préfet avec tous les éléments utiles d'appréciation.

Fait susceptible de suite n°2 : Il convient de porter-à-la connaissance du préfet l'ensemble des modifications issues de la mise en conformité du site.

Type de suites proposées : Susceptible de suites